

CR JOURNEE D'AUTOMNE + CA du CAC

16 novembre 2022 dans les locaux d'Opale 75013 Paris

Présent.es sur place : Charlotte Clavreul (Fonds pour une presse libre), Nicole Picquart (CAC et Régie de quartier Aubervilliers), Gilles Rouby (CAC et CLAC 72), Robin Saxod (CTC), Delya Ombade (co directrice Opale), Eric Denoyelle (Collectif pour une éthique en travail social), Alice Oechsner de Conninck (MES), Fleur Bertrand-Montebault (Maison commune de la décroissance), Luc De Larminat (co directeur Opale), Marianne Langlet (CAC), JB Jobard (CAC), Olivier Picot (CAC), Isabelle Boyer (CAC), puis François Bernard (e-graine et CAC).

En visio : Daniel Royer (AAFV et CAC), Magali Martinelli (RIF), Jean-Yves Pineau (Les Localos), Céline Méresse (CRID Ipam), Glen Milot (Sciences citoyennes), Roseline Mouchel-Labbé (Mouvement rural), Jean-Louis Laville (Cnam) puis Edgar Priour Martin (CAC) et François Annycke (CAC).

Déroulé :

Interconnaissance – actu des réseaux

- **Les localos** : 10 déc Nuit de la démocratie et des territoires : <https://www.localos.fr/nuit/>
- **Fonds pour une presse libre** - <https://fondspresselibre.org/>
- **Sciences citoyennes** pour Projet Droits et Mouvements Sociaux
- **Le MES** pour la formation à la gouvernance asso + 20 ans du MES et l'ouvrage "20 ans d'ESS"
- **Le CRID** pour l'Université des mouvements sociaux prévus cet été
- **Marianne/CAC** point sur la création de **l'Observatoire Citoyen de la Marchandisation des Associations** (OCMA)

Proposition

- **JL Laville** : Et pourquoi pas une sorte d'université d'hiver ?

Analyse politique et impacts sur le CAC

- **Temps de CA ouvert** (membres du CA + personnes intéressées)

9h45- 11h temps d'interconnaissance + focus sur des avancées notables de projets collectifs

Pensez à utiliser et consulter notre "ligne de temps" <https://mobilisations.associations-citoyennes.net/?LigneDeTemps> construite à partir de nos actualités respectives

Jean-Yves Pineau - Les localos - <https://www.localos.fr>

1) Evènement du **10 décembre** **Nuit de la démocratie et des territoires** : <https://www.localos.fr/nuit/> en partenariat avec cette magnifique petite maison d'édition *La Librairie des Territoires* et l'association/librairie LIRES <https://www.lires.org/>

Pour cet événement on part d'un entretien filmé en l'occurrence cette année de Robin Renucci qui nous parlera des liens qu'il fait entre culture, démocratie et territoire. Ensuite on se propose de réfléchir en petits groupes sur la manière dont ces réflexions font écho par rapport à nos pratiques.

Une rencontre hybride : il peut être rejoint à distance en visio mais peut être aussi le support de réunions présentiels. Ensuite on tire un ouvrage illustré de ces échanges en partenariat avec la librairie des territoires.

C'est la 4ème édition des Nuits de la démocratie et des territoires

- communs et démocratie
- démocratie et co-construction avec Jo Spiegel
- démocratie économique avec Patrick Viveret

L'idée est de construire et mettre à disposition des outils gratuits

En prévision l'année prochaine en octobre dans les landes, réunion "les assemblades" pour réunir citoyens, élu.es sur cette question « culture et démocratie » (lien avec changer de cap pour travailler sur les "coopératives citoyennes").

2/ Questions/réponses

- ❖ *Y a-t-il jonction des Localos avec les EGPU ? Lien effectif avec Guillaume Faburel : On était au démarrage des EGPU et on a tenté de suivre mais on a un peu perdu le fil même si des membres des localos suivent.*
- ❖ *les Localos ont une échelle nationale et internationale, quid de cette échelle internationale ? ça fait partie du côté « branleurs » mais sincères des localos ... Lien avec une association belge "périferia" (qui travaille aussi en Amérique du Sud) et on aimerait développer un réseau européen autour de "culture, démocratie et transition".*
- ❖ *vous êtes-vous rapprochés des thésards et doctorants ? on n'a que des organisations pour le moment mais des profs de droits peuvent être mobilisées mais on en est encore au stade de préfiguration*
- ❖ *Quels liens avec les quartiers ? On suit les collectifs du type "à bas le béton" qui a vraiment des besoins*
- ❖ *Des besoins juridiques ? oui on en a de plus en plus et l'idée c'est de les anticiper*

Charlotte CLAVREUL - FOND POUR UNE PRESSE LIBRE - <https://fondspresselibre.org/>

1) Le « Fonds pour une presse libre » (FPL) a été créé en 2019 en réaction à la concentration des médias (issus des fondateurs de Médiapart qui avaient pour but de mettre à l'abri leur capital via un fonds de dotation, structure permise par la loi de 2018. Maintenant son capital ne pourra jamais être racheté, jamais cessible). Inspiré par le modèle anglo-saxon du Guardian. Le FPL a une deuxième mission, d'intérêt général (validée par Bercy et donc ouvrant droit aux rescrits fiscaux) : promotion du journalisme d'intérêt général au service du bien commun

Via 2 actions :

- soutien financier à la presse indépendante : 300 k€ d'aides à 16 médias indépendants depuis le début. Veut consolider écosystème de la presse indépendante (vivre et se développer).

- plaidoyer : lancement de l'appel des médias indépendants et en octobre nouvel appel "Drahi ne nous fera pas taire"

Depuis 18 mois lancement des actions via une campagne d'appel à don (qui a récolté 160.000€ - NB Les fonds de dotation ne peuvent demander de fonds publics donc dépendent totalement de la générosité, demandent un geste citoyen) et de notoriété. Levée de fond via kisskissbankbank.

1er organisme de ce type là en France (Libé et le monde ont créé leur fonds de dotation depuis mais pas du tout dans même démarche).

Soutenir journalisme d'intérêt public au service du bien commun

Plein de gens défendent ce que le fonds promeut car la concentration des médias est de plus en plus présente dans notre société.

Tous les **fonds reçus sont reversés à la presse indépendante** via :

1- des Appel à Projets lancés par le fonds ; projets soit existants soit en création - essentiellement des sous pour soutenir les enquêtes au long court (exemple en Bretagne) qui peuvent déclencher d'autres choses / soutien (exemple de Disclose) mais aussi des conseils stratégiques (des experts du milieu avec palette de compétences pour voir les différents volets de projets et leur viabilité) – la candidature peut être renouvelée. Fait des choix (pour ne pas saupoudrer).

2 - des prêts (à taux zéro) avec franchise de 2 ans : cercle vertueux

16 médias soutenue via 160 000€ d'aide - font des accompagnements aussi (conseil, oriente, recalibre les budgets...) dans ce cadre - pousse mise en place des outils

3- des **actions de plaidoyer : "appel des médias indépendants"**

4- la maison des lanceurs d'alerte

L'Ensemble des membres du FPL sont des bénévoles + une salariée (Charlotte qui est ex-déléguée aux défenseurs des droits avant avoir travaillé avec le Médiateur).

2d appel à dons lancé (hors KissKiss ou autre plateforme) et là veut dépasser 100 000€

Prochain AAP entre 8 et 15 déc 2022.

2) Questions/réponses

- Question d'Olivier : ça devrait être les pouvoirs publics qui interviennent sur cette question et non pas des fonds provenant d'initiatives privées

On agit là où l'État cède car il y a un système d'aides publiques à la presse qui est complètement obsolètes (exemple de Médiacités l'an dernier à qui il manquait quelques milliers d'€ (et en parallèle l'État versait des dizaines de millions aux grands groupes de presse détenus par des milliardaires).

Le modèle économique questionne - exemple du média "le Ravi" qui s'est fait retirer ses aides locales publiques (il a été aidé mais trop tard) ; beaucoup font de l'éducation aux médias en parallèle.

Le magazine (mi-magazine, mi-livre) atypique "Yggdrasil" (arbre mythologie suédoise) créé par Pablo Servile et Yvan Saint-Jour pour une durée limitée de 12 n° (sur la collapsologie entre autre) et ont dû arrêter plus tôt car les aides ont stoppé.

Et il y a ceux qui marchent sur des fonds privés comme Reporterre au départ puis maintenant s'autofinance.

- Questions Marianne : est-ce qu'il y a un plafond des dons ? Ils sont régis par le régime du mécénat donc défiscalisables car le FPL a obtenu un rescrit fiscal par Bercy. Dons défiscalisés à hauteur 66% (plus pour les entreprises)
Les frais de fonctionnement du fonds sont portés par Médiapart
- Des médias associatifs ont-ils été soutenus ? Oui peu importe le statut ; tous médias dont le fonctionnement et les financements sont transparents peuvent candidater.

- Alice interroge la modalité "appel à projet", est-ce le meilleur moyen de soutenir les initiatives ?

Communiqué sur "Drahi ne nous fera pas taire" : <https://reporterre.net/Patrick-Drahi-ne-nous-fera-pas-taire>

Projet Droits et Mouvements Sociaux (DMS) – Sciences citoyennes & CAC

Rendre l'arme du droit accessible, utiliser et construire le droit au service de nos actions et revendications.

- Glen de Sciences citoyennes présente « DMS » (titre provisoire) autour des questions sur l'usage du droit rencontrées par les associations

Les associations se font de plus en plus attaquer et font de plus en plus de recours, font appel au droit, à des juristes.... chacune de son côté. Constat fait avec la fondation Charles Léopold Mayer.

Large invitation à diverses associations a été lancé (celles qui ont réalisé des contentieux stratégiques, plaidoyers juridique... ou qui ont subies des attaques) et avec celles qui sont venues nous avons créé un espace de travail pour réfléchir à comment faire, comment s'organiser collectivement.

Se met là dans une logique de préfiguration avec des idées à confronter à celles des partenaires.

Idée de nourrir le collectif avec tous ceux et celles qui le souhaitent.

Forme pas décidée : plateforme, association, collectif.... vise autant la formation, l'information, l'accompagnement et favoriser l'autonomisation des mouvements (toutes les associations ne vont pas embaucher ni solliciter des juristes).

Le contentieux stratégique à un coût (temps et argent) ... pour viser le financement des telles dynamiques il faut des ressources.

Également une dimension européenne possible de ce travail sur 2 dossiers : Sur les procédures baillons et l'autre sur le devoir de vigilance.

Premiers contacts concrets concerne des associations directement touchées par des procédures.

Exemple d'Alternatiba : ils font parfois des recours mais ne sollicitent pas toujours toutes les associations présentes lors d'un événement concernés.

- Projet né de rencontres de plusieurs acteurs/actrices lors des Universités d'été des mouvements sociaux à Nantes en 2021.

Questions/réponses

- ❖ Eric questionne pour son association sur l'éthique en travail social : ce n'est pas vraiment du juridique mais plus du droit concret (petit maillage de l'ordinaire - le "syndrome du petit chef" mais ça se pose peu dans le registre juridique même si au cœur il y a la question de l'accès au droit souvent) - cette initiative peut-elle concerner le "micro" (très local) ?

Nous avons repéré la fonction des "Ombudsman"¹ c'est à dire un genre de médiateur (comme ça existe dans le monde anglo-saxon).

¹ « Un ombudsman est une personne indépendante et objective qui enquête sur les plaintes des gens contre les organismes gouvernementaux et autres organisations, tant du secteur public que privé. Après un examen approfondi et impartial, il détermine si la plainte est fondée et formule des recommandations à l'intention de l'organisation afin de régler le problème » - Mot d'origine suédoise qui signifie « porte-parole des griefs » ou « homme des doléances ».

Notre objectif est de trouver des relais locaux donc oui on veut cibler les acteurs locaux. La seule limite en terme de thèmes abordés c'est celle des acteurs présents autour de la table... (Exemple si cela touche le droit des étrangers on a le Gisti.).

Alice pour le MES et la formation à la gouvernance associative + 20 ans du MES

- **Événement pour les 20 ans du MES et l'ouvrage "20 ans d'ESS" qui sort bientôt**

Le site présentant le MES <https://www.le-mes.org/> c'est le rassemblement en 2002 de différents membres et réseaux.

Judi 24 novembre à Toulouse le MES fêtera ces 20 ans et la parution du livre avec les auteurs et coordinateurs : <https://www.le-mes.org/Evenement-20-ans-du-Mouvement-pour-l-economie-solidaire.html>

Le CAC y sera présent.

- **Recherche action "innovation sociale et citoyenne vers la transition écologique et solidaire"**

18 mois de communauté apprenante où 10 à 30 membres se déplacent dans les différents lieux (dont Opale) pour revisiter les concepts et les termes repris et dévoyés ces dernières années... avec l'idée de se les réapproprier. Réciprocité en termes de posture. Divers notions comme la "citoyenneté économique".

On a développé un [rapport de 100 pages](#) et l'idée est que ça serve de support à des formations et on va mettre en place une mallette pédagogique.

Vise à la création d'un jeu et d'une mallette pédagogique avec cette communauté apprenante.

- **Formation action "gouvernance collective vers un référentiel" (2 sessions déjà réalisées en déc 21 + mars 2022) et prochain rdv en décembre 2022.**

Les matinées le groupe travaille à Créer des espaces bienveillants ensemble et au sein de soi-même en dehors de toute compétition et jugement....et ce n'est pas si facile. Se rendre mieux compte de ce que l'on fait, de ses limites et besoins. Les après-midis on travaille sur le référentiel commun.

Mettre en place l'organisation, constater si cela fonctionne, décide de faire un "radar" appuyé sur plusieurs critères de gouvernances collectives (travailler les critères et les évaluateurs pour chacun – vise à être sur du systémique et être bon sur plusieurs critères mais pas tous). Beaucoup d'échange de pratiques.

Université des mouvements sociaux : et vous, vous faites quoi cet été ?

2023, année impaire : le CRID (Céline Mèresse) et ATTAC impulsent un travail collectif autour d'une nouvelle édition de leur importante université d'été des mouvements sociaux.

Le CTC Collectif pour une Transition Citoyenne (Robin) réfléchit également.

Et le CAC, quelle participation à ce RDV d'été ? Comment s'y engager et avec qui ? quid d'un rdv estival de ce type ?

Céline (crid / Ipam) rappel que cette Univ d'été est portée à plusieurs (Crid, Attac au départ)

Avec Attac y a 6 ans, il a été proposé de fusionner les 2 univ d'été des 2 structures CRID +Attac

Idée de co-organiser avec d'autres membres tous les 2 ans cette grosse Univ d'été où plus de 250 organisations sont réunies.

La prochaine édition sera août 2023 en IDF (précédente Nantes et avant Grenoble) et chaque fois travaille au local avec les structures en régions (collectifs locaux Attac et Crid)... mais comme les groupes locaux ont été très affaiblis par le covid, ce sera le national qui prend le relais donc en IDF.

Rencontres, débats et faire venir les militants, citoyens locaux sur des formations, événements, débats...

Le comité de pilotage est en cours de constitution pour le processus collectif - pilotage politique qui se décline ensuite en groupes de travail dont sur les différents sujets qui permettent d'encadrer les activités et la mise en relation / mutualisation... gros travail pour faire ensemble et connaître les un.es et autres.

Comité pilotage est le lieu où sont mis en débat les sujets et thèmes - cherche du plus transversal, collectif, inclusif..., moins descendant. Intègre chacun aussi en faisant une vraie place aux Mouvements féministes, anti racistes, lois...

Faire connaître cet événement, impliquer plus d'associations, prendre des temps ouverts sur les enjeux culturels (même si ce ne sont pas ceux qu'on maîtrise le mieux) : important d'avoir des structures culturelles dans le comité de pilotage !

Chaque organisation est **bienvenue sur l'événement qui s'organise fin août 2023** (animation, formation, débat) **mais aussi à la participation au processus qui débute** pour la session de l'été 2023.

Question sur les modalités telles que l'agglutination (en 2021 où il était nécessaire de se regrouper à 3 ou 4 orga pour toute activité) ? Toujours ce même système où chacun.e propose et le comité mouline et agglutine quand trouve des sujets communs ou qui feraient sens d'être regroupés (permet d'éviter éparpillement et flou en **rendant visibles les 50 activités proposées** plutôt que noyer 150 petites activités).

Questions/réponses

- ❖ en IDF permettra quand même un lieu unique ? Voir coordination (culturelle) des lieux intermédiaires et indépendants via l'Ufisc.

Oui on va tenter dans les universités (Villetaneuse, St Denis, Diderot) vise un lieu unique et accessible avec une dynamique locale + quelques lieux en off pas trop loin et pouvoir prévoir des logements/hébergements/ repas/buvette... un lieu central et d'autres autour.

- ❖ La question des syndicats de quartiers (d'habitants qui se créent face à un besoin), des coopératives... peut être intégrée ? Autonomie au sens large - idée de permettre d'intégrer les Localos, Changer de cap...

Oui pour intégrer des associations et des mouvements que l'on ne connaît pas ou peu... sur ces sujets est déjà en lien avec les collectifs APPUIS (accompagne dynamiques ANRU), PSN... mais bien d'élargir et de diversifier.

Les liens sur les territoires on les fait via les associations qu'on connaît tout simplement, donc oui pour élargir à plein d'autres pour croiser les regards sur les sujets centraux - créer de l'intimité politique.

Beaux moments humainement parlant, où on construit de l'intimité, des liens, des dynamiques qui nous nourrissent ensuite toute l'année !

Lien et étapes à suivre...

Point d'étape sur la création de l'OCMA par Marianne

L'Observatoire Citoyen de la Marchandisation des Associations, nouveau commun à disposition des acteurs et des chercheurs.

Premiers liens créés autour de la lettre d'info mensuelle "Klaxon" : <https://mobilisations.associations-citoyennes.net/?LeKlaxon>

Le premier rapport un peu "paysage" est en cours de finalisation, sera partagé aux membres de l'observatoire pour une rencontre début décembre avec une lecture croisée et les 1ères remarques avant de le rendre public début 2023.

Étape suivante : 2d rapport avec des contributions des associations et chercheurs.

L'objectif de tout ça est de **construire une analyse commune, un commun de connaissances** sur ces logiques de marchandisation qui nous traversent (et qui se manifestent notamment par cette imposition du concept "d'impact social").

Questions/ réponses

- ❖ *S'il y a des sujets à explorer, par exemple sur des formes d'accompagnement hallucinantes (récemment découvert) mais sur lesquelles je n'ai pas eu le temps d'enquêter (j'ai découvert un monde sur cette question de l'accompagnement avec des organismes tel que "ashoka" etc.) est-ce que Marianne peut explorer des sujets comme ça ou d'autres personnes qui pourraient le faire ?*

Oui cet OCMA pourrait être le lieu de croisement de nos alertes et repérages qui nous permettent de croiser des éléments épars.

- ❖ *Sur la question des crèches aussi (ACEPP), sur celles des EHPAD, sur la plateformisation...*

On peut créer des encarts de sujets et voir ensuite qui peut enquêter sur quoi et se faire accompagner par des chercheurs.

- *Il faut prévoir des fonctionnements comme ceux prévus par DMS en rendant visible "qui fait quoi" pour faire émerger les besoins et les manques > tenter de répondre à ces manques*
- *le MES participe à un petit travail européen Erasmus sur le développement d'un écosystème d'impact social. Sur différence évaluation / mesure - le principe de la rencontre humaine créée garantie et est dans logique systémique > travail à rendre visible dans le klaxon*

1 rencontre a eu lieu à Lille puis à Rome et la prochaine sera à Namur en février.

Autre idée qui traîne au MES : un musée du capitalisme français

Il en existe déjà un en Belgique, c'est une expo temporaire bilingue qui montre comment on est acteur de ce système même si on le déteste - ce musée est en "créative common" .

Expo qui voyage dans toute la Belgique (musée d'éducation populaire) et qui travaille sur les différents courants de pensée ; des représentations via des balances ; tenter de partager ce qui compte pour nous, où sont nos plaisirs réels...

L'idée est de travailler avec des étudiants en carrière sociale et à science po à bordeaux avec la coopérative "explicite" qui est sur le « apprendre par le faire ».

Magnifique cette idée de musée du capitalisme en tant que vestige du passé ! Il y a un effort pédagogique à faire pour mettre en visibilité la perfidie de cette dérive liée au cadre fiscal permettant la défiscalisation du don.

+ L'intérêt de la comptabilité CARE et de la triple comptabilité car on est face à une marchandisation du monde. Observer des structures qui se mettent à la compte CARE (dans le cadre de l'OCMA) aurait de l'intérêt..

On laisse un peu trop tomber la question de l'autonomie

Sur les coopératives intégrées de territoire, on met tout sur ces ingrédients là (y compris les fonds de dotations).

Distinguer la dimension politique et la dimension partisane mais accompagner les deux.

Souvent on parle de citoyenneté et souvent on l'a déshabillé pour que cette citoyenneté ne soit pas partisane.

Ne pas confondre politisation et propagande ! Il y a eu le développement des associations qui se voulaient « apolitiques », actuellement on sent qu'il y a un renouveau d'une position politique, avec cet enjeu de reconquête de la dignité politique.

Il s'agit donc de faire ce travail intellectuel et de postures relationnelles.

Et pourquoi pas une sorte d'université d'hiver au cnam ? – JL Laville

Sur une proposition de Jean-Louis Laville et Marie-Catherine Henry (présents en visio pour en parler), une rencontre s'organise au CNAM cet hiver (date en cours de calage en février ou mars).

L'idée est de favoriser un dialogue entre universitaires et acteurs associatifs.

JL Laville : les épistémologies du sud nous apporte beaucoup sur la manière de prendre en compte les expériences dans le champ des recherches universitaires (Exemple ouvrage [La perspective du possible](#) d'Haud Gueguen et Laurent Jeanpierre).

But : mettre en dialogue des auteurs représentatifs de ce mouvement universitaire et les mettre en rapport avec des productions réflexives de réseaux d'acteurs.

Avoir non pas les analyses des chercheurs puis le témoignage des acteurs mais une sorte de dialogue entre des productions qui émanent des acteurs et d'autres qui émanent du champ universitaire = repenser les rapports entre réflexions et actions.

- Idée de remettre au goût du jour l'artisanat, le geste artisanale (l'universalisme occidental-centré est une industrialisation de la pensée capitaliste non ?).

De l'**action-recherche** plus de la recherche-action... Les Localos et leurs partenaires sont tout à fait partants.

J-Y. P avait participé à un colloque sur ce thème (ou pas très loin) il y a quelques années au Cermosem² avec pas mal de chercheurs de PACTE Territoire. Il a les contacts d'enseignants chercheurs qui peuvent être activés le cas échéant.

- Lien à faire avec le CRID et Céline dont fil rouge important autour de la dimension internationale et sans doute aussi les éditeurs internationaux et indépendants.

² Plateforme de recherche et de formation axée autour du développement territorial, implanté en milieu rural, en Ardèche.

- Dans veine du livre sur l'émancipation, le collectif pour une éthique en travail social est aussi en lien sur l'ouvrage de JL Laville sur "le travail social indiscipliné" - lien à faire avec le livre "Alerte!" du collectif pour une éthique en travail social.

Une mise en relation et tension serait à faire sur le travail social et revisiter la production intellectuelle des acteurs au-delà de leur témoignage.

Eric D. est partant pour cette journée au printemps.

Questions/réponses

- ❖ *Faire dialoguer des universitaires qui ont de la bouteille ok, mais peut être aussi des doctorant.es ??*

Peut-être ne pas trop charger la barque tout de suite. Déjà faire une lecture croisée entre chercheurs et associatifs sans se mettre trop d'objectifs.

Lien expérimentation et analyse par des universitaires, mais peut avoir des doctorants spécifiques (un peu particuliers) comme celles/ceux en CIFRE qui sont à la fois en poste et en apprentissage sur le terrain (comme Roseline).

Doctorant CIFRE interroge une expérimentation sur le terrain et analyse une expérimentation et de fait est en lien entre 2 mondes.

JL Laville oui il y a quelques années, on a mené une action pour que les CIFRE puissent être accessibles aux associations (ils ne l'étaient pas alors). Peut-être qu'avec simple retour d'étudiants CIFRE sans les mettre au cœur de la journée et peut-être les greffer sur des dialogues.

- ❖ *Peut-être croiser avec les travaux menés sur les "journées des savoirs engagés et reliés" (cf les JESER³ dont c'était la 2de édition cet été, portés par sciences citoyennes notamment).*

Penser également la question de la prise en compte du travail d'émergence de savoirs d'acteurs que mène depuis longtemps ATD 1/4 monde.

➤ **Validation d'une rencontre de ce type**

Difficile de revaloriser les savoirs et non pas le témoignage, car cela n'intéresse pas les journalistes ! Prisme au pessimisme intellectuel plus qu'aux expériences.

- Fleur de la Maison commune de la décroissance : travaille et réfléchit à définir ce que pourrait être un.e "militant chercheur"

On n'est ni militant.e de terrain ni universitaire, on mène une réflexion philosophique

- ❖ *Quelle va être la forme donnée aux échanges lors de cette journée ? Qu'est ce qui est visé ? Des réponses ?*

Nos avons seulement la petite prétention à **ouvrir des chantiers**, pas du tout à répondre (restons modeste) et **amorçons le dialogue entre des personnes qui appartiennent à des mondes différents** (donc qui n'ont pas l'occasion d'échanger). Le but de la journée est déjà d'ouvrir le dialogue entre des personnes qui n'ont pas l'occasion de se parler. Sur une journée on ne fera guère plus, incite à un cheminement commun.

³ Journées d'été des savoirs engagés et reliés <http://www.ens-lyon.fr/evenement/recherche/journees-dete-des-savoirs-engages-et-relies>

Viser des débats et échanges de qualité – car sera guetté (dans le cadre universitaire) pour être critiqué si jamais on n'est pas au niveau des exigences du sérail.

2 tendances contradictoires dans le milieu :

- ouverture à des recherches-actions et des recherches-participatives
- retour d'un « scientisme » au cœur de l'université : considérant que les militants chercheurs, par nature, ne sont pas des chercheurs.

On a pu le constater quand on voulait parler d'épistémologie du sud ... être modeste sur la première journée.

Gilles : merci pour cette proposition essentielle dans l'optique de valoriser l'action et l'apport des associations. Nous sommes complètement invisible dans les média mainstream pour faire émerger la société civile qui n'est pas celle de la start up nation et de l'ENA.

J-Louis : **une date possible autour de la mi-mars** (jl vérifie la dispo d'une salle appropriée au CNAM) **ou de mai 2023.**

CONSEIL D'ADMINISTRATION OUVERT DU CAC

1. PARTAGE D'ANALYSES POLITIQUES

Proposition de lecture et de débat sur l'actuelle politique gouvernementale par le président Gilles Rouby

Pour comprendre la politique affichée du pouvoir, on peut prendre des exemples dans l'intitulé des portefeuilles ministériels. Dans ce contexte d'affichage, nous devons nous concentrer sur les ministres en charge de la vie associative et ce qu'ils en disent. Sarah El Haïry (Secrétaire d'État auprès du ministre des Armées et du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, chargée de la Jeunesse et du Service national universel), Marlène Schiappa (Secrétaire d'État auprès de la Première ministre, chargée de l'Économie sociale et solidaire et de la Vie associative) et Sonia Backes (Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, chargée de la Citoyenneté).

La feuille de route (FDR) de Schiappa : simplifier la vie des associations, lever la charge mentale qui pèse sur elles, passage à l'échelle (qu'elle relie à l'outil guid'asso), développer l'entrepreneuriat social. Elle souligne l'importance des liens avec l'entreprise, tout en proposant un observatoire de la communication responsable pour lutter contre le green washing.

Cette FDR s'inscrit pleinement dans la continuité de l'inaction du plan de Gabriel Attal en 2018. On reste sur notre faim ! Une fois de plus, aucun changement de cap n'est annoncé pour tenir compte de la nécessaire transition sociale, culturelle et écologique, et la place que les associations peuvent y prendre. Rien non plus sur le renforcement du FDVA, ou en matière de soutien à l'emploi, qui auraient permis de donner un signal politique fort.

L'action du gouvernement se concentre sur un outil (Guid'Asso, déployé sur 13 régions). En fait, Guid'Asso semble la parfaite incarnation du démantèlement des services publics. L'accompagnement des associations a toujours relevé des DDJS DDJSVA ... par le biais des conseillers techniques Education populaire. Aujourd'hui on se dirige vers un transfert des compétences dans une identité mal identifiée, une sorte de délégation de service qui ne porte pas son nom. LMA est à la pointe sur ce dossier, mais la charte dit 2 choses claires, et une autre qui n'est pas claire. Le packaging est fermé (voir les 3 lignes

: "elles s'engagent à"). Le ministère indique clairement que c'est SA marque, qu'elle délègue SANS aucune modification possible. Les emplois nécessaires à la mission sont fixés : 0,5 ETP à 1 ETP, dans des lieux repérés pour tenir les permanences (2,5 jours/semaine). On mobilise là les locaux des associations, et plus ceux du ministère...

Sonia Backes : le point 5 de sa feuille de route (promouvoir la citoyenneté, faire vivre la laïcité) est en écho à celle du ministère de l'Intérieur (lutte contre la délinquance, lutte contre l'immigration irrégulière), ... Dans le décret sa mission est plus explicite et montre qu'elle est vraiment placée pour vérifier la mise en place de la loi séparatisme et le CER.

Rappel du contexte :

- très fort taux d'abstention aux élections (avec une non-reconnaissance du vote blanc) et le grand nombre de citoyens privés de vote (non-inscrits, étrangers...);
- détachement de la population des questions politiques (différent selon les catégories socio-professionnelles et les tranches d'âge);
- 131 députés NUPES, instance d'interlocution possible pour le CAC (seul.es les député.es Nupes se sont positionnés contre le Contrat d'Engagement Républicain).

Le score et les résultats de l'extrême droite doivent nous alerter. Un score qui ne se limite pas au secteur rural. Le RN gagne 83 circonscriptions, dont 62 duels (sur 107) perdus par les candidats de la coalition présidentielle au profit du RN. La Nupes a perdu 33 duels sur 61 face au RN.

L'absence de consigne claire de la majorité, voire même de renvoi dos à dos ! Elizabeth Borne : "Face aux extrêmes, nous ne céderons rien ni aux uns ni aux autres." Le Front républicain est brisé

Cette question du relatif détachement des habitants vis à vis de la chose politique doit être prise en compte dans notre action en tant que Collectif des Associations Citoyennes. **Notre question est de pouvoir s'adresser massivement aux personnes qui fréquentent les associations citoyennes. Sur tout sujet de société.**

Nos travaux doivent trouver des déclinaisons dans les territoires, nos questions concernent chacun des mouvements dans les territoires. Comment être présent au local ou dans les médias ?

Comment réinvestir le politique ? Se saisir du droit dans nos luttes ?

Faire de nos débats, rencontres, des outils utiles ensuite dans nos mouvements locaux.

Cela pose la question des livrables que l'on peut produire, de leur diffusion et des débats qu'on peut porter.

Enfin question de l'hégémonie culturelle qui s'impose via les médias.

Notre rapport à l'économie est essentiel et l'espace où poser cet enjeu là est le travail avec le Mouvement pour une Économie Solidaire.

Discussion :

Si on veut aller vers de nouveaux droits, posons-nous aussi les questions sur les droits actuels constitutionnels ... sont-ils encore adaptés ? Respectés ?

Dans cadre du "grand Paris express" on déloge des familles historiquement présentes ; autre exemple : les jardins ouvriers d'Aubervilliers alors que devant la justice il a été acté l'arrêt de leur destruction des lois comme la "Loi olympique" permettent des cadres exceptionnels dérogeant à la Loi et la décision de justice est remise en cause, de nouveau.

- Il faudrait créer un grand prix du sabotage ou du déni de démocratie : exemple on a appris qu'il peut y avoir suspension des festivals culturels lors des JOP 2024

Est-ce que repolitiser, ça ne veut pas dire avoir une feuille de route claire et explicitant qu'on veut sortir d'une logique de marchandisation ou de décroissance ?

Redonner de la citoyenneté politique, accompagner le développement de l'esprit critique.

Le fait associatif EST politique et les politiques devraient plus et mieux les écouter ; les uns et les autres ont à faire ensemble, à s'écouter.

"Repolitiser le monde associatif" ce n'est pas l'arrimer à un collectif de partis de gauche. Bien sûr que le CAC porte une parole politique. Le rôle du CAC n'est pas dans des luttes partisans mais dans le fait de porter une vision du monde qui est politique intrinsèquement.

Le fait que le CAC ait été cet été à la fête de l'Huma et aux Amfis est important pour dire qu'on existe et que nous avons des choses à dire et à réclamer (pas pour faire des ronds de jambes). **Nous devons nous adresser à tous les espaces politiques susceptibles d'être des alliés.**

Rappel que dans le secteur associatif il existe un degré de complexité et que nous ne sommes pas juste dans la configuration d'un état néolibéral d'un côté et du secteur associatif de l'autre. On a tendance à parler "des associations", du "monde associatif" comme si on était une unité. Certaines se sont notabilisées, certains dirigeants (de la technostructure associative) se retrouvent comme des « agents idéologiques de l'Etat ».

L'immense majorité des associations et surtout les « associations citoyennes », sont petites et moyennes et n'ont pas ou peu de rapport à l'Etat (ni financier ni structurel), mais seulement à leurs collectivités territoriales et donc les choses ne se présentent pas du tout pareil.

Le lien vital à la collectivité rend prudent car celle-ci peut changer (régulièrement), cela limite la légitimité dans l'espace public. L'intérêt général n'est plus porté par l'Etat, donc cette légitimité donnée par la subvention est limitée.

Il faut avoir du rendement pour être pris au sérieux, l'économie du troc, de l'échange est complètement déconsidérée, Il existe toute une Mythologie de l'économie (qui n'est pas forcément du capitalisme forcené). Comment on incarne l'économie autrement ?

Une façon d'incarner d'autres économies ce sont les alternatives. Sauf qu'elles sont minoritaires et précaires et il peut y avoir une peur chez ceux qui sont déjà précarisés d'aller rejoindre de telles initiatives (qui ne sont pas dans la norme renvoyée par la télé et médias dominants). La confiance en soi en sa capacité à faire et réussir est très importante (au-delà d'éventuels capitaux).

Actions concrètes :

- Travailler à un maillage avec les collectivités territoriales avec lesquelles c'est possible, notamment sur la question du CER. Exemple de la rédaction d'une saisine portée par la ville de Paris précisant que la charte d'engagement réciproque entre la Ville et les associations parisiennes est plus importante que le CER : si jamais Paris la vote peut-être que d'autres villes le feront... on peut créer un maillage de collectivités qui résistent aux injonctions du CER.
- Le sénateur Daniel Breuillet ouvre la possibilité de faire un colloque au Sénat sur "quel monde associatif demain ?" qui permettrait de contribuer au maillage territorial avec des élus territoriaux et préparer le tome 2 du livre avec des responsables politiques locaux.

Comment nourrir le débat public ? Gagner de la légitimité pour porter la voix dans l'espace public, pour défendre la légitimité des associations et les libertés associatives.

2. TRADUCTION BUDGETAIRE DU PROJET POLITIQUE DU CAC - BUDGETS PREVISIONNELS ET SITUATION FINANCIERE – POINT RH

En 2022 nous avons été en augmentation du nombre de salariés (passé de 2 -depuis plusieurs années- à 4 dont un à temps partiel) et donc nous savions que notre budget serait probablement déficitaire ; on prévoit environ -14.000€ (actuellement) en reprenant les 20.000€ provisionnés depuis 2 ans.

[Le budget prévisionnel est présenté au regard des Comptes de Résultat des 3 précédentes années-

Pistes nouvelles de financement pour 2023 afin d'avoir un budget équilibré : l'appel à projet de l'Agence nationale de la Recherche (nous sommes plusieurs associations à y répondre collectivement), projet Droit et Mouvements Sociaux « DMS » (fondation FPH à répartir entre Sciences Citoyennes, la salariée et le CAC), l'Appel à Manifestation d'Intérêt de l'IFMA (pour l'observatoire de la marchandisation), des formations, le travail avec des collectivités locales ...

Pistes possibles sur le plan formation :

- **La SCIC "savoir devenir"** (dans laquelle le MES est sociétaire) vise à être interlocuteur localement sur un territoire : il y aurait donc sans doute des projets à monter avec le CAC (actuellement le sociétariat est fermé temporairement mais peu totalement mutualiser avec le MES).

L'objectif de "savoir devenir" c'est de créer une utopie totale : construire un commun de la formation. Trop de concurrence entre associations dans ce secteur, ce projet va à l'encontre de cela pour vraiment faire ensemble.

- Dans la phase 2 de la **recherche action "innovation sociale et citoyenne vers la transition écologique et solidaire" (ESS)** que le MES coordonne, il reste des choses à jouer ensemble, des pistes possibles côté ANCT.

Pistes diverses :

- créer un **fonds de dotation associatif** en mode commun : pour collecter l'argent citoyen comme le fonds pour une presse libre
- certaines associations ont constitué **des fonds propres** mais n'en font rien. Alors qu'à plusieurs grosses organisations nous pourrions réfléchir à leur utilisation
- certaines associations fonctionnent en contributeur avec d'autres via **des mises à dispositions de personnes** en salaires chargés, une manière de s'auto-renforcer en pratiquant la coopération.

Questions RH

Question sur la capacité d'insertion du CAC qui n'a pas pu pérenniser le poste « Parcours Emploi Compétences » (cdd renouvelé 1 fois) : les changements de directives et circulaires sur cet emploi aidé en février 2022 ont en effet remis en question la prolongation de ce poste à temps partiel ; le manque de visibilité sur notre CPO avec la DJEPVA (réponse très tardive en nov.) n'a pas permis de faire des projections.

Vers un nouveau recrutement ?

Le CAC est en passe de recruter à temps partiel Marie-Laure Guislain en 2023 sur le projet spécifique DMS.

Marie-Laure Ghislain (vue cet été lors de notre Université d'Été à Lille) serait salariée en CDD sur une mission précise, financée et limitée dans le temps sur le projet "DMS" (avec un financement spécifique supplémentaire et dédié à ce projet par la FPH - fonds répartis entre Sciences citoyennes et le CAC qui

serait l'association portant cet emploi). Il vise à faire connaître le droit, créer une plateforme, une mise en lien et un commun des associations facilitant l'utilisation du droit (contentieux stratégique).

Et après 2023 ? On pense la reconduite de ce budget (40.000€) possible.

A l'occasion de la 1^{ère} phase de ce projet, nous sommes entrés en contact avec "Notre Affaire à tous", "Terres de luttés", "GreenPeace"... des associations et collectifs que nous n'arrivions pas à rencontrer avant et d'autres déjà proches : Alternatiba, France Nature Environnement ...

Concernant les ressources humaines internes du CAC, les entretiens annuels ont eu lieu en juin ; la synthèse va être envoyée. Reste à voir les repositionnements de chacun.es en fonction des charges de travail c'est pourquoi il est prévu une journée de mise en commun.

Remerciements à Olivier Picot resté un an salarié en Parcours emploi compétences – il conserve une place entière au sein du CAC, en tant que bénévole administrateur.

3. SOUMISSION DU PV DE L'AG DU 20 MAI 22 ET DU CR DU PRECEDENT CA DU 15 JUIN 2022

Les deux documents ont été transmis préalablement par mail et sont à retrouver en annexe (et sur notre « gare centrale » accessible à tous les membres). Pour le CA de juin une correction est à faire sur un nom (mettre Gilles "Rouby" à la place de "Royer").

Adopté à la majorité des membres présents (visio et physiquement) soit 6 voix pour et une abstention

4. ELECTION DU BUREAU PARMIS LES MEMBRES DU CA ELUES A L'AG DU 20 MAI 2022

Lors de ce CA du 16 novembre nous avons procédé à l'élection du bureau

ELECTION DU BUREAU

Bureau précédent :

Président : Gilles Rouby

Trésorier : Edgar Priour

Secrétaire remplaçante : Nicole Picquart (en septembre 2021 a remplacé le secrétaire précédemment élu qui ne pouvait plus remplir cette fonction -poste de secrétaire qu'elle avait déjà occupé-).

Se (re)présentent :

Président : Gilles Rouby

Trésorier : Edgar Priour

Secrétaire : Nicole Picquart se présente

- **Le nouveau bureau est élu à la majorité des membres présents (visio et physiquement) soit 6 voix pour et une abstention**